

Tendance socio-économique 2019-2020



La région grenobloise



Sommaire

Contexte international et national	2
Contexte régional	3
Contexte local : <i>la région grenobloise</i>	4
Taux de chômage	5
Emploi	6-7
Demande d'emploi et précarité	8-9
Zoom : commerce de proximité	10
Sources statistiques et méthodologie	11

Définition

Le **régi**on grenobloise correspond au découpage géographique de la zone d'emploi au sens INSEE du terme (cf. p4).

La note de tendance socio-économique porte traditionnellement sur un bilan de l'année précédente. Le choix a été fait de conserver cette ligne car le bilan 2019 est une « photographie » d'avant-crise. Toutefois, cette note fera également état des impacts de la crise économique de grande ampleur déclenchée par la pandémie du Covid 19.

L'année 2019 a été une année favorable pour la région grenobloise : le taux de chômage, l'un des plus faibles des métropoles françaises est au plus bas, l'industrie crée des emplois pour la 3^{ème} année consécutive, le commerce de proximité a connu une embellie, les participants au PLIE ont été plus nombreux à retrouver un emploi. Pour autant, relativement à 2017 et 2018, la croissance de l'emploi tend à ralentir dans les deux sphères de l'économie, productive et présentielle.

Alors que **l'année 2020** s'annonçait très favorable selon l'enquête annuelle des besoins en main d'œuvre réalisée fin 2019, la crise sanitaire du Covid-19 est venue stopper cette dynamique. Dès le premier trimestre, les premiers signes de la crise apparaissent : baisse brutale et forte de l'activité économique, baisse de l'emploi (mais moindre que celle de l'activité grâce aux mesures de soutien mises en place dès le début du confinement) et hausse rapide du chômage.

Décembre 2020

Contexte international et national

INTERNATIONAL

Un essoufflement de la croissance mondiale en 2019

La croissance mondiale perdure mais **a ralenti en 2019** (+1,5% après +1,8% en 2018). Les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine ont été un déterminant important de la faiblesse de la demande, des échanges et de l'investissement au niveau mondial. Par ailleurs, 2019 a été une année de contraction de l'industrie mondiale, notamment dans l'électronique, l'automobile et l'aéronautique. L'activité de la zone euro s'est essoufflée, tirée vers le bas par l'Allemagne et l'Italie.

FRANCE

Une croissance ralentie en 2019

Comme dans la zone euro, la croissance du PIB français a ralenti en 2019 (+1,2% après +1,7% en 2018). La détérioration du solde du commerce extérieur explique en partie ce ralentissement. Pour autant, l'économie française affiche en 2019 une meilleure performance que l'Allemagne (+0,6%) et l'Italie (+0,2%), grâce notamment à une demande intérieure plus soutenue : la consommation des ménages tout comme l'investissement ont augmenté par rapport à 2018.

Première tendance 2020

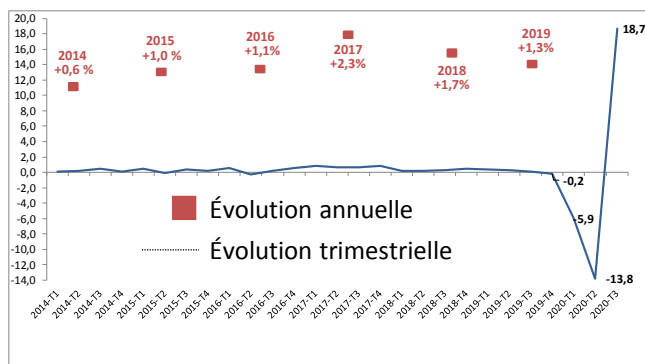
Selon les prévisions de la Banque mondiale (juin), la récession qui fait suite à la crise sanitaire pourrait atteindre -5,2% au niveau mondial, -9,2% en zone euro et -6,1% aux États-Unis. La Chine connaîtrait une faible croissance de +1%.

Compte tenu de l'évolution de la pandémie au cours du dernier trimestre et du durcissement des mesures de restriction en Europe, les prévisions économiques sont très instables mais **la crise sanitaire dessine un paysage conjoncturel contrasté à tous les niveaux : entre les secteurs d'activité, entre les pays, entre les continents.**

Première tendance 2020

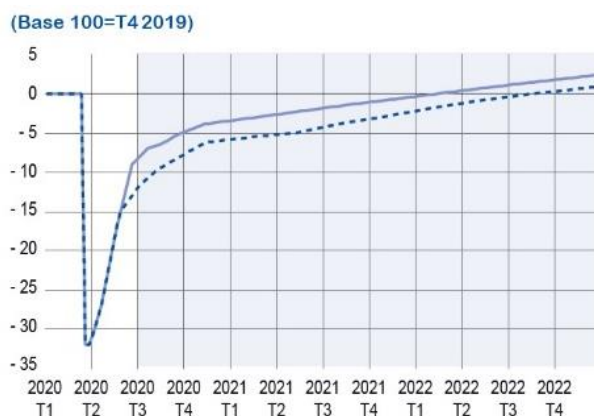
A l'échelle nationale, selon la Banque de France, Le PIB se contracterait de 8,7 % en 2020. Après le creux du deuxième trimestre (-13,8%) et un fort rebond au troisième trimestre (+18,7%), le redressement serait ensuite plus progressif avec un profil d'« aile d'oiseau » sur 2021-2022. Le niveau d'activité de fin 2019 serait retrouvé début 2022. Ces estimations ont été effectuées avant la seconde vague de l'épidémie. L'INSEE table désormais sur une récession de 9% en 2020.

France : évolution du PIB en volume (%)
Trim.1 2014 - Trim. 3 2020



Sources : FMI, OCDE, INSEE, Banque de France

Niveau du PIB réel en France : Une reprise en « aile d'oiseau »



Contexte régional

Auvergne Rhone Alpes

Une année 2019 à nouveau positive

En région Auvergne Rhône Alpes, l'activité des entreprises a de nouveau progressé en 2019. Les chiffres d'affaires ont augmenté mais à un rythme plus ou moins soutenu selon les secteurs économiques.

Dans les **services marchands**, les chiffres d'affaires ont continué à croître (+4,8% contre +4,2% en 2018) et le taux de croissance de l'emploi atteint +4,5%. La fréquentation **touristique** connaît un record (36 millions de nuitées) et une hausse de + 1,6 %.

Dans la **construction**, l'activité s'est accélérée en 2019 (+5,1% contre +4% en 2018) et se traduit par une hausse de l'emploi de +2,1%.

En revanche, dans **l'industrie**, l'activité a ralenti (+1,1% contre +3,2% en 2018), freinée par des exportations peu dynamiques et un manque de main d'œuvre qualifiée. L'évolution de l'emploi est positive (+0,6%) mais le rythme est nettement moins soutenu qu'en 2018 (+2,3%).

La production **agricole** a été affectée par la chaleur et la sécheresse (liée à une baisse de 28% des précipitations).

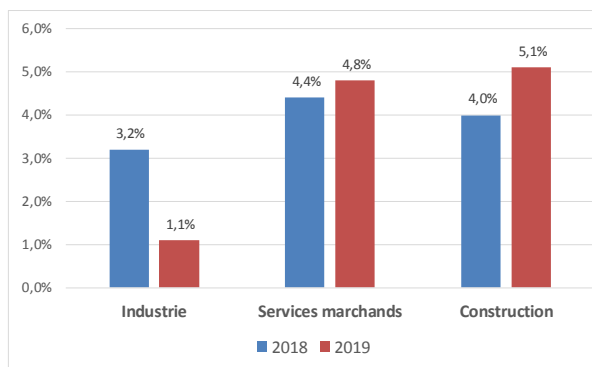
Première tendance 2020

Auvergne-Rhône-Alpes a été l'une des régions structurellement les plus durement touchées du fait de ses particularités économiques, industrielles et touristiques notamment.

Au 1er trimestre, la crise aurait entraîné une baisse de 34% de l'activité économique avec des branches plus ou moins impactées : près de la moitié de l'activité dans l'industrie, les trois quarts dans la construction et la quasi-totalité dans l'hôtellerie-restauration.

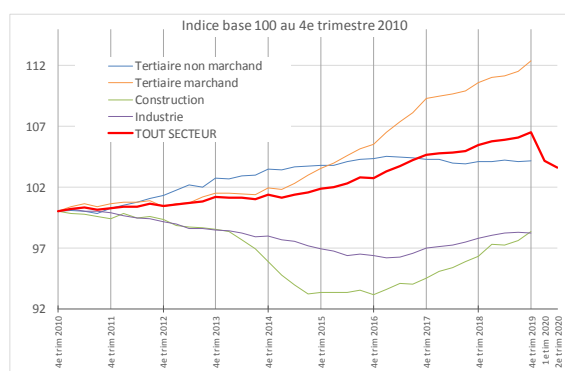
Au 2^{ème} trimestre, l'activité régionale connaît un rebond (+18% en mai et +9% en juin). Les estimations de l'INSEE indiquent que l'activité aurait continué à progresser au cours de l'été mais plus lentement pour s'établir en septembre à 4% au dessus de son niveau de septembre 2019. La tendance régionale est quasiment identique à ce qui est observé au niveau national. Cette reprise d'activité est remise en cause fin octobre avec les mesures de confinement partiel instaurées par le gouvernement et en particulier dans l'hôtellerie-restauration, le commerce non alimentaire ainsi que les activités récréatives et de loisirs.

Auvergne Rhône Alpes : évolution des Chiffres d'Affaire totaux en 2019 (%)



Source : Banque de France, synthèses des résultats de l'enquête annuelle réalisée auprès des chefs d'entreprise de la région Auvergne Rhône Alpes

Auvergne-Rhône-Alpes : évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee. Sur 2020, les données par secteur ne sont pas encore disponibles

Contexte local

Région grenobloise Ou zone d'emploi de Grenoble



Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des personnes résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

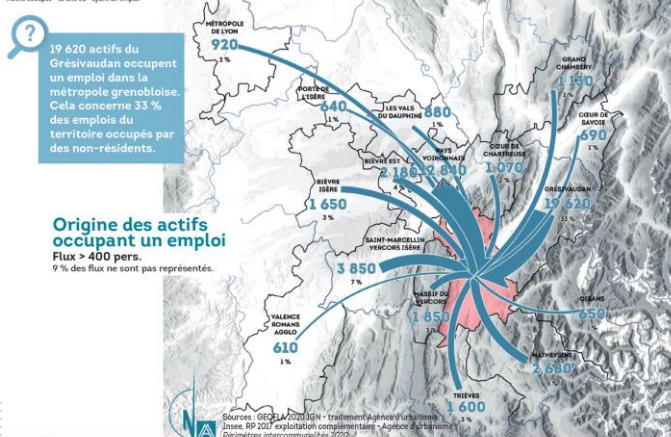
Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Il sert de référence pour la diffusion des taux de chômage localisés au sens du Bureau International du Travail (BIT) et des estimations d'emplois.

En septembre 2020, l'INSEE a révisé ce zonage en s'appuyant sur une méthodologie développée par Eurostat, permettant ainsi de se comparer plus facilement entre pays européens. Un autre objectif était d'avoir une méthode la plus homogène possible sur le territoire national. Ce nouveau zonage n'est pas encore utilisé pour cette note.

LES FLUX / DOMICILE TRAVAIL EN 2017 DEPUIS OU VERS GRENOBLE ALPES METROPOLE

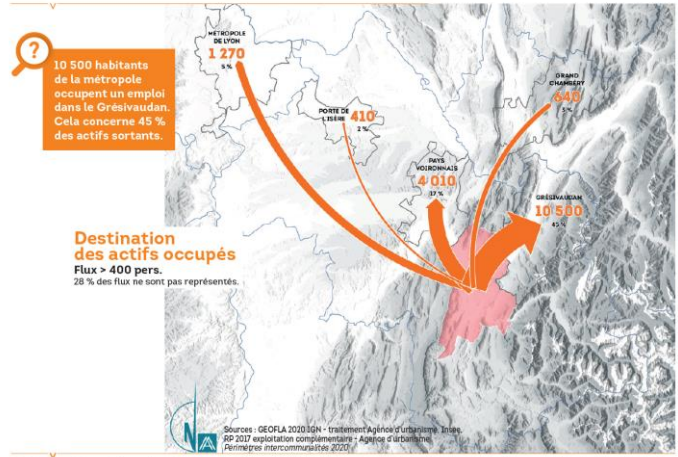
QUI OCCUPE LES EMPLOIS DU TERRITOIRE ?

Actifs occupés > 15 ans ou > ayant un emploi



58 970 emplois sont occupés par des actifs ne résidant pas dans la métropole. À plus de 80 %, les actifs extérieurs travaillant dans la métropole résident dans un autre territoire de l'aire grenobloise. Ils viennent principalement du Grésivaudan (33 %), du Pays Voironnais (22 %), de Saint-Marcellin Vercors Isère (7 %) et de la Mathésine (5 %). En dehors du département de l'Isère, Chambéry (1 130 actifs) et Lyon (920 actifs) sont respectivement les 9^e et 10^e territoires d'origine des actifs extérieurs. La part des emplois pourvus par une personne résidant hors de la métropole a augmenté, passant de 25 % en 2007 à 27 % en 2017.

OÙ LES ACTIFS SORTANT DU TERRITOIRE VONT-ILS TRAVAILLER ?



23 230 actifs-résident dans la métropole travaillent à l'extérieur de celle-ci, principalement dans Le Grésivaudan (10 500) et le Pays Voironnais (4 010). Les flux sortants de la métropole sont plus dispersés et lointains que les flux entrants : 28 % des actifs-sortants travaillent dans un EPCI extérieur à l'aire grenobloise. Lyon (1 270), Chambéry Métropole (640) et Paris (620) sont respectivement les 3^e, 4^e et 5^e territoires de destination. À noter que le solde des échanges est excédentaire avec les territoires voisins ainsi qu'avec les agglomérations de Chambéry et de Valence, alors qu'il est déficitaire avec Paris et Lyon. La part des actifs travaillant hors du territoire est passée de 12 % à 13 % entre 2007 et 2017.

Taux de chômage

Une baisse du niveau de chômage en 2019 et un taux toujours plus faible à Grenoble

Avec un taux à 6,8% fin 2019, la région grenobloise se caractérise par le troisième taux de chômage le plus faible parmi les métropole françaises, derrière Rennes et Nantes.

Ce bon positionnement est structurel et doit être mis en perspective avec le niveau de qualification relativement élevé⁽¹⁾ de la population active et donc d'une propension probablement supérieure à la mobilité professionnelle et géographique.

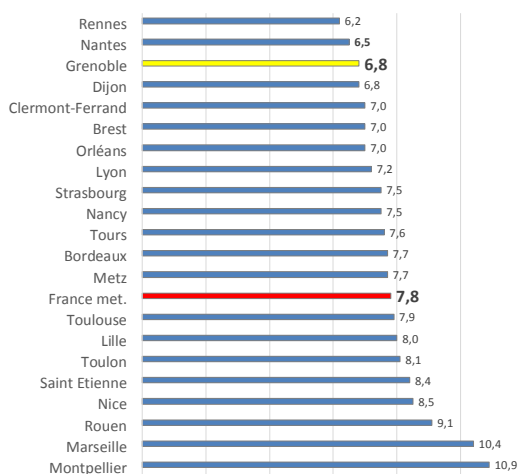
Le taux de chômage baisse tout au long de l'année 2019. Il perd 0,4 point en un an (0,6 à l'échelle nationale). C'est le plus bas niveau de chômage jamais atteint depuis plus de 10 ans. Il est quasi équivalent à celui du 1^{er} trimestre 2008, juste avant que ne se déclenche la crise financière puis économique de 2008.

(1) La zone d'emploi de Grenoble se classe en 3^{ème} position pour la part (13,9%) des cadres des fonctions métropolitaines dans l'emploi total au lieu de travail. Il est à noter également qu'elle se situe parmi les trois zones métropolitaines bénéficiant du pourcentage le plus faible de jeunes non insérés (12,7% des 15-24 ans ni en emploi, ni scolarisés - NEET) alors qu'elle n'est pas aussi bien positionnée sur la part de jeunes sans diplôme (en 9^{ème} position pour la part des 20-24 ans sans diplôme, 7%).

Source : Observatoire des territoires de la DATAR, RP 2017.

Taux de chômage dans les zones d'emploi METROPOLITAINES

4^e trimestre 2019



Première tendance 2020

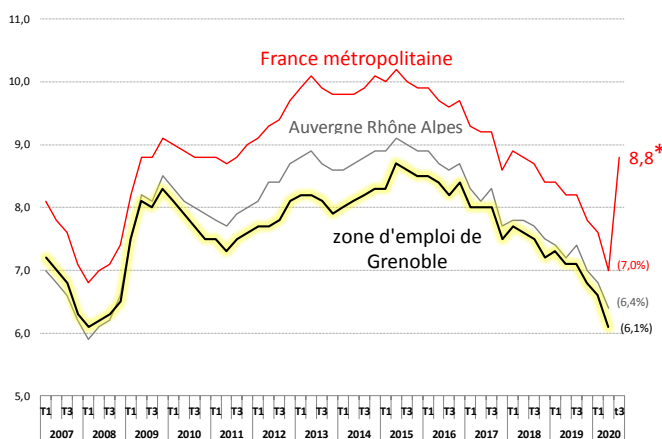
Une baisse en trompe l'œil sur les 2 premiers trimestres

Le paradoxe de la baisse du taux de chômage au 1^{er} semestre 2020 sur la zone d'emploi de Grenoble comme en France (malgré la chute de l'activité et de l'emploi) s'explique par un effet en trompe l'œil.

Le calcul de ce taux s'appuie sur les critères strictes du B.I.T : un chômeur est une personne âgée de 15 ans ou plus qui remplit trois critères dont « être disponible pour travailler dans les deux semaines à venir » et « avoir effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ».

Or, la période de confinement de 8 semaines chevauche les deux premiers trimestres et des milliers de personnes n'ont pas pu respecter ces critères, elles sont donc « sorties » des statistiques. Cela a entraîné une baisse artificielle du nombre de chômeurs obtenu lors des enquêtes. Le dispositif d'activité partielle a par ailleurs renforcé ce phénomène.

Evolution 2007 – 2020 du taux de chômage



* Les taux de chômage localisés (région, département, zone d'emploi) du 3^e trimestre ne sont pas encore connus au moment de la publication de cette note.

Source : INSEE, taux de chômage trimestriel localisé (zone d'emploi) au sens du BIT

Emploi privé

En 2019, une croissance de l'emploi mais qui marque le pas

En 2019, la région grenobloise enregistre des créations nettes d'emploi (+2 200) et un taux de croissance de +0,9%, plus faible que celui de la France ou de la région Auvergne Rhône Alpes.

- Pour la troisième année, l'industrie crée des emplois (+400) à nouveau grâce aux activités des composants électroniques et du matériel médical.

Mais la croissance du **SECTEUR PRODUCTIF** est moins soutenue qu'en 2018 et 2017.

En effet, si les services aux entreprises (+ 900 emplois) sont encore dans une bonne dynamique, portés par des activités qualifiées (informatique, ingénierie, R&D) et par l'intérim, en revanche, le rythme global décélère progressivement : +3,3% en 2017, +2,1% en 2018, +1,2% en 2019.

- En 2019, la croissance du **SECTEUR PRESENTIEL** est encore relativement faible (+0,9%). Les banques et assurance ainsi que les Télécommunications poursuivent leur recul (-340 emplois). Quatre activités sont par contre créatrices d'emplois : l'hôtellerie-restauration (+700), le commerce de détail (+430), la construction (+350) et l'action sociale (+210).

La dynamique de Grenoble, à mettre en perspective avec des zones comparables

Pour situer la dynamique de Grenoble au regard des autres zones métropolitaines, il est important de mettre en perspective les caractéristiques différenciant les Métropoles les unes des autres. Par exemple, certaines Métropoles ont le statut de capitale régionale (Lyon, Rennes, Nantes, Lille, Strasbourg...) contrairement à d'autres (Grenoble, Saint-Etienne, Nancy, Toulon...)

Montpellier, Marseille, Toulon ou Nice sont des métropoles structurées autour des activités présentes et sont donc peu comparables à Grenoble. La dynamique productive de Toulouse est très dépendante du secteur de l'aéronautique. Nantes, Bordeaux et Rennes ont été reliés à Paris avec une ligne de train grande vitesse qui semble avoir eu un impact significatif sur leur dynamique.

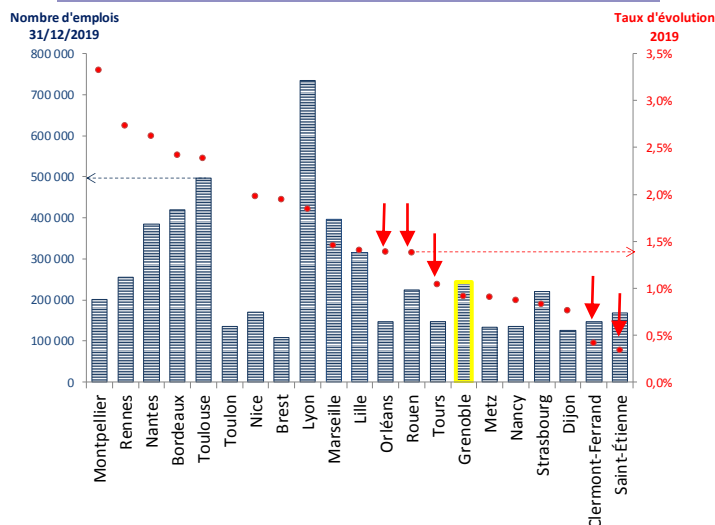
Ainsi, Grenoble est davantage comparable à des zones métropolitaines relativement productives et industrielles telles que Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Rouen voire Orléans et Tours malgré un volume d'emploi plus petit.

Evolution de l'emploi salarié privé sur la région grenobloise en 2019

Secteurs privés	Effectifs au 31/12/2019	Evol. Annuelle		
		Grenoble	région	France
Secteur productif	126 990	1,0%	1,0%	1,8%
Energie	2 992	-1,6%	-0,8%	-0,3%
Industrie	47 652	0,8%	0,4%	0,3%
Services aux entreprises	76 346	1,2%	1,5%	1,7%
Secteur présentiel*	116 914	0,9%	1,6%	0,0%
Construction	17 471	2,0%	2,3%	3,5%
Commerce de détail	26 779	1,6%	1,5%	1,5%
Services marchands	43 165	0,4%	2,2%	1,9%
Services non marchands*	29 499	0,2%	0,6%	0,9%
Total secteurs privés	243 904	0,9%	1,3%	1,5%

* Nota bene : le secteur présentiel et en particulier les services non marchands (santé, action sociale, sécurité sociale, CAF, enseignement etc.) ne sont que partiellement pris en compte dans ces statistiques car elles excluent les employeurs du secteur public, cf. sources & informations p11.

Evolution et volume d'emplois salariés privés en 2019 par zones d'emploi métropolitaines



Source : ACOSS-URSSAF. Série annuelle des effectifs salariés du secteur privé par code ape, mise à jour le 30 juin 2020.

Emploi privé

Première tendance 2020

Une chute de l'emploi plus forte au 1er trimestre mais nettement plus faible au 2^e trimestre

A l'échelle nationale, l'INSEE ⁽¹⁾ a annoncé des destructions nettes de 500 000 emploi au 1^{er} trimestre et de 215 200 emplois au 2^{ème} trimestre.

L'intérim a été la première variable d'ajustement de la main d'œuvre sur ces deux trimestres. L'emploi intérimaire chute de -40% au 1^{er} trimestre et explique donc les deux tiers des pertes d'emploi, avant de rebondir de +23% au 2^{ème} trimestre avec la reprise de l'activité et le tourisme estival. *Pour rappel, les principales activités utilisatrices de l'intérim sont ⁽²⁾ : l'industrie (36%), la construction (20%), la logistique (13%).*

La zone d'emploi de Grenoble enregistre une destruction nette de 7 200 emplois au 1^{er} semestre 2020 soit un recul de 3% (-3,4% en France et -3,1% en moyenne pour les 21 zones métropolitaines).

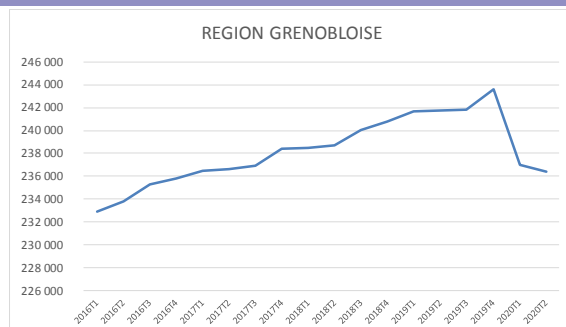
Si l'emploi privé chute davantage au 1^{er} trimestre relativement à la moyenne nationale et celle des 21 zones métropolitaines, en revanche la reprise d'activité au 2^{ème} trimestre a été nettement plus favorable au territoire.

Comme à l'échelle nationale, la forte baisse du 1er trimestre résulte principalement de la chute probable de l'emploi intérimaire et du non renouvellement des CDD notamment dans l'hôtellerie-restauration (le début du confinement du 17 mars intervient au 1^{er} trimestre).

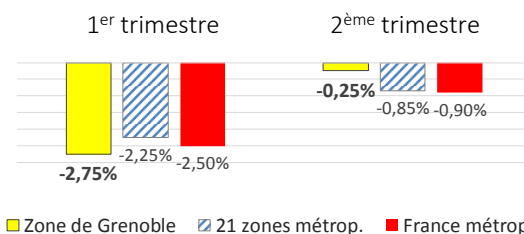
La présence importante de l'industrie sur le territoire (2^{ème} métropole la plus industrielle), secteur fortement utilisateur de l'intérim, explique en partie cette réactivité du territoire. D'autres métropoles connaissent des évolutions similaires : Saint-Etienne (1^{ère} métropole industrielle), Rouen (4^{ème}), Orléans (6^{ème}), Toulouse faisant exception à la règle.

(1) INSEE- Informations rapides, N° 227, paru le : 08/09/2020
 (2) DARES, Données CVS au 4^{ème} trimestre 2019, paru le 10/03/2020

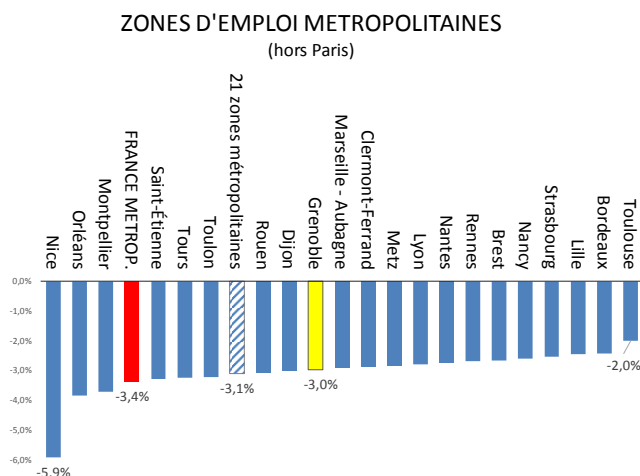
Evolution trimestrielle de l'emploi salarié privé Du 1^{er} trimestre 2016 au 2^e trimestre 2020



Evolution de l'emploi salarié privé Au 1^{er} et au 2^e trimestres 2020 (en%)



Evolution de l'emploi salarié privé Cumul des 2 premiers trimestres 2020 (en%)



Source : ACOSS-URSSAF, Séries trimestrielles des effectifs salariés du secteur privé, par zone d'emploi, mises à jour le 30 septembre 2020

Demande d'emploi et précarité

2019 : Des seniors et des demandeurs d'emploi de très longue durée qui ne bénéficient pas du net recul du chômage

L'année 2019 est marquée par une baisse des demandeurs d'emploi toute catégorie confondue : -3% sur un an en **catégorie A** (-1 100), -1,8% en **catégorie BC** (-460).

Globalement l'évolution des catégories A,B,C (-2,5 %) est moins favorable en région grenobloise qu'en moyenne régionale (-3,5 %) ou nationale (-3,1 %).

En 2019, les jeunes ont particulièrement profité de l'embellie économique. Au contraire, les seniors exerçant une activité réduite sont toujours plus nombreux à s'inscrire au chômage (en catégories B ou C). Enfin, si le chômage de longue durée recule de façon significative, celui de très longue durée s'accroît en 2019.

Il faut toutefois noter que le poids du chômage de longue et très longue durée est structurellement plus faible sur la région grenobloise que sur les zones métropolitaines (le territoire se classe respectivement en 2^{ème} et 3^{ème} position).

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en décembre 2019 : zone d'emploi de Grenoble

	catégories ABC			catégories A	
	Nombre	%	Var. annuelle	Nombre	Variation annuelle
Ensemble	60 740	100%	-2,5%	35 390	-3,0%
<i>dont Grenoble Alpes Métropole</i>	<i>35 365</i>		<i>-2,3%</i>	<i>21 845</i>	<i>-1,7%</i>
< 25 ans	7 860	13%	-5,1%	4 930	-1,2%
25 - 49 ans	37 510	62%	-3,0%	21 230	-4,2%
50 ans et plus	15 380	25%	+1,3%	9 230	-1,4%
Hommes	29 100	48%	-2,3%	18 310	-3,2%
Femmes	31 640	52%	-2,6%	17 090	-2,8%
Longue durée (1 an et +)	26 820	44%	-2,6%		
<i>dont Grenoble Alpes Métropole</i>	<i>15 169</i>	<i>43%</i>	<i>-3,0%</i>		
Très longue durée (2 ans et +)	15 080	25%	+4,1%		
<i>dont Grenoble Alpes Métropole</i>	<i>8 525</i>	<i>24%</i>	<i>+3,8%</i>		

Source : DARES ; Pôle Emploi Auvergne Rhône Alpes .
Données brutes

PLIE : une meilleure insertion des personnes éloignées de l'emploi en 2019

En 2019, près de 3 600 personnes éloignées durablement de l'emploi ont été accompagnées dans le cadre du PLIE* (dispositif qui couvre Grenoble Alpes Métropole, le Grésivaudan et le Centre Isère Voironnais).

La dynamique économique de 2019 a eu un impact positif sur ces publics éloignés de l'emploi : nettement moins nombreux à entrer dans ces parcours d'accompagnement (-31%), ils sont également beaucoup plus nombreux à avoir eu une issue positive à l'issue de leur parcours (+22%).

Nombre de Participants au Plan d'Insertion pour l'Emploi (PLIE)

	Année 2018	Année 2019	variation 2018/2019
Nombre de participants	3 778	3 592	-4,9%
25-49 ans	79%	78%	-6,3%
50 ans et plus	20%	21%	-0,3%
Hommes	51%	48%	-10,3%
Femmes	49%	52%	+0,7%
Entrées	1 395	964	-30,9%
Sorties positives (1)	517	631	+22,1%
RATIO : Sorties positives pour 100 participants	13,7	17,6	

(1) En emploi ou en formation.

* PLIE : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi

Source : Grenoble-Alpes Métropole - DGA cohésion sociale et urbaine Direction Insertion et Emploi

Demande d'emploi et précarité

Première tendance 2020

Le gel des embauches : principale cause de la hausse du chômage au 1er semestre

Entre février et avril 2020, la région grenobloise accuse une hausse inédite du chômage en catégorie A qui s'explique par un effet de vases communicants entre catégories pendant le confinement : les demandeurs d'emploi en catégories B ou C (en CDD à temps partiel ou en mission d'intérim) sont venus grossir les rangs des personnes sans aucun travail (inscrits en catégorie A). Avec une ampleur nettement moindre, le phénomène inverse s'est produit entre avril et juin suite au déconfinement.

Au 1^{er} semestre 2020, le gel des embauches est la principale cause de la hausse des inscriptions à Pôle Emploi.

Sur un an, 2 740 personnes supplémentaires sont venues s'inscrire au chômage (+4,4% entre sept 2019 et sept 2020), une hausse à peine moins forte qu'en France (+4,7%)

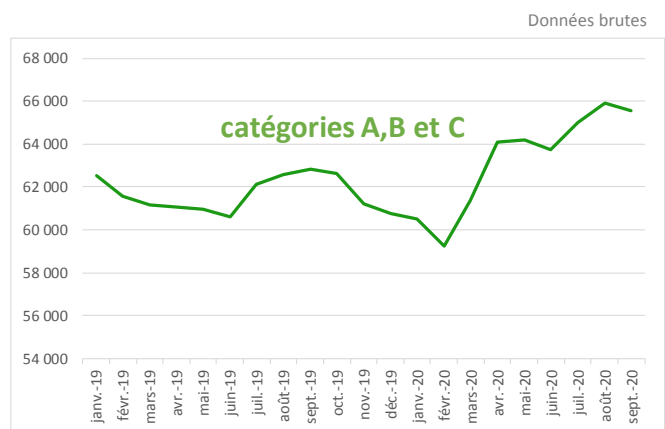
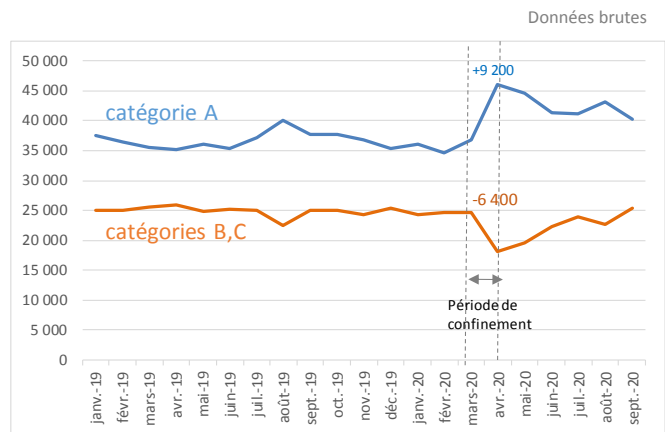
Grenoble Alpes Métropole, une hausse annuelle moins forte qu'en région

Pour Grenoble Alpes Métropole, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 37 440 au troisième trimestre 2020. Si ce nombre baisse de 0,6 % par rapport au 2^{ème} trimestre, il progresse de 4,4 % sur un an (soit +1 570 personnes) mais moins fortement qu'en Auvergne-Rhône-Alpes (+5,4 %).

Les hommes (+6,7% sur un an) et en particulier les jeunes hommes (+8,9%) sont davantage touchés par la crise.

Source : DIRECCTE, Les chiffres de la demande d'emploi pour GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE au troisième trimestre 2020, en données CVS.

Evolution trimestrielle de la demande d'emploi 2016-2020 sur la zone d'emploi de Grenoble



de sept. 2019 à sept. 2020

Catégories A,B,C

+4,4%

France : +4,7%

Cat. A : demandeurs d'emploi sans aucune activité
Cat. B,C : demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois

Source : DARES ; Pôle Emploi DARES, Données brutes

Zoom : commerce de proximité

Une embellie du commerce de détail indépendant en 2019

En cumul sur l'année 2019, les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant de la région grenobloise ont connu une embellie (+1,1%) par rapport à 2018. L'amélioration a été continue tout au long de l'année. En France, l'activité a enregistré une croissance équivalente.

Première tendance 2020

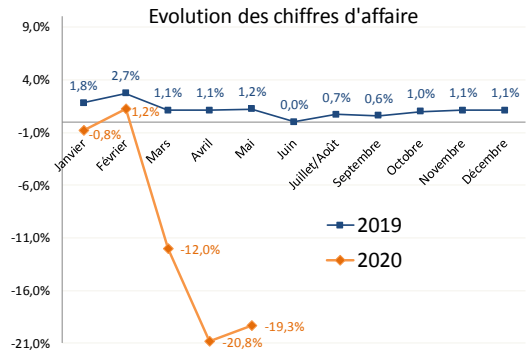
Un secteur très touché par la crise sanitaire

Le commerce de proximité fait partie des secteurs les plus touchés par la crise sanitaire. De mars à mai, le petit commerce a enregistré un repli important alors que la vente à distance a connu un développement soutenu (+18% en France).

Sur la région grenobloise, les chiffres d'affaires ont connu une chute de -32,6 % en cumul durant les mois de mars-avril-mai 2020 par rapport à la même période l'an dernier. La période de confinement a conduit à un arrêt de l'activité et à un choc inédit pour le commerce de détail indépendant. A l'échelle nationale, la baisse est de -36%.

Si le commerce alimentaire tire son épingle du jeu, tous les autres secteurs ont été vivement touchés notamment l'équipement de la personne, seul secteur qui n'avait pas connu d'embellie en 2019

Commerce traditionnel de la région grenobloise



Évolution par secteur d'activité

Secteur d'activité	CA confinement Mars à mai 2020 ⁽¹⁾	Cumul CA Janvier à mai 2020 ⁽²⁾	Cumul CA 12 mois glissants
Alimentation	-2,0 %	1,0 %	1,6 %
Équipement de la personne	-58,7 %	-33,2 %	-13,5 %
Équipement du foyer	-47,7 %	-33,7 %	-14,5 %
Santé, beauté	-47,2 %	-27,1 %	-11,9 %
Culture, loisirs	-30,6 %	-19,1 %	-7,6 %
Total circonscription Grenoble	-32,6 %	-19,3 %	-7,6 %
Total France⁽³⁾	-36,3 %	-21,5 %	-8,0 %

Source : CCI de Grenoble – La circonscription CCI Grenoble correspond à l'appellation « Région grenobloise » (arrondissement CCI de Grenoble, soit 287 communes du Sud Isère)

- (1) Évolution du CA durant le confinement mars avril mai 2020 / mars avril mai 2019.
 (2) Évolution des CA cumulés depuis janvier comparés aux mêmes mois de l'année précédente.
 (3) Banque de France, petit commerce (hors automobile), indice en valeur (brut).

Source : Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble.
 Observatoire du Commerce indépendant de proximité de -300 m²

Sources statistiques et éléments méthodologiques

DEFINITION ZONE D'EMPLOI

Source : INSEE

Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Le découpage en zones d'emploi constitue une partition du territoire adaptée aux études locales sur le marché du travail. Il sert de référence pour la diffusion des taux de chômage localisés et des estimations d'emplois.

Emploi

Source : URSSAF-ACOSS, emploi salarié privé

- données annuelles par commune
- données CVS trimestrielles par zone d'emploi

Les statistiques portent sur l'effectif salarié des entreprises du **secteur concurrentiel** affiliées au régime général. **Sont exclus** les particuliers employeurs, les établissements relevant du **régime agricole** ainsi que ceux appartenant au **secteur public** (écoles, universités, hôpitaux, administration publique, etc.).

Dans le cadre d'une harmonisation des concepts avec l'Insee et la Dares, les séries d'effectifs salariés publiées par l'Acoss et les Urssaf connaissent des modifications à compter de 2017. Ces modifications induisent des révisions des séries publiées jusqu'alors.

Chômage et demande d'emploi

Source : INSEE, taux de chômage trimestriel localisé (zone d'emploi) au sens du BIT

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les chômeurs.

Source : DIRECCTE-POLE EMPLOI Auvergne Rhône Alpes Demande d'emploi fin de mois (DEFM)

Les catégories de demandeurs d'emploi, s'inscrivent à Pôle Emploi dans différentes catégories

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée.
- BC : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée
- Demande d'emploi Longue durée : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an.

Intentions d'embauche

Source : POLE EMPLOI, enquête Besoin en Main d'Œuvre (BMO)

L'enquête concerne les établissements des secteurs privé, agricole et public (collectivités territoriales et établissements publics administratifs (hôpitaux, écoles...)).

Précarité

Source : Grenoble Alpes Métropole, DGA cohésion sociale et urbaine, Direction Insertion et Emploi

Le PLIE, Plan Local d'Insertion pour l'Emploi, s'adresse aux personnes en situation d'exclusion professionnelle. La durée d'accompagnement est d'environ 18 mois.

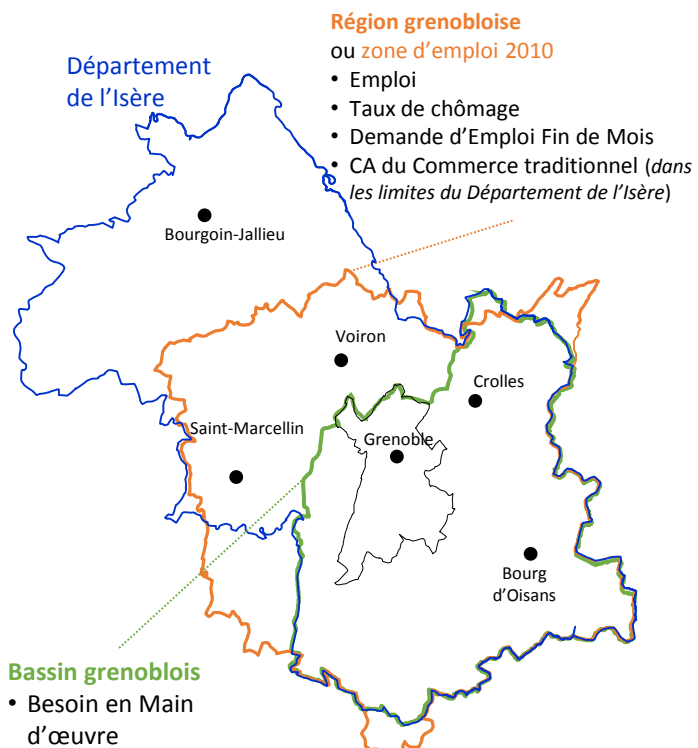
Il couvre 4 intercommunalités : Grenoble Alpes Métropole, le Grésivaudan et le Centre Isère Verois (Pays verois et St Marcellin Vercors Isère Communauté)

Commerce traditionnel

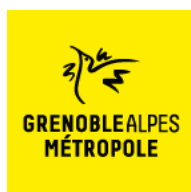
Source : CCI Grenoble, Observatoire du commerce

Le commerce traditionnel comprend tous les Commerces indépendants de proximité de moins de 300 m²... L'observatoire couvre la région grenobloise (sans dépasser les frontières administratives du Département de l'Isère) ou plus précisément l'arrondissement administratif de Grenoble soit 291 communes du sud Isère.

Couvertures géographiques



Un document réalisé par



Observation économique

Avec le soutien de :



Auvergne
Rhône-Alpes
Entreprises



CCI GRENOBLE



pôle emploi

